Questions au Feuilleton
AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LE BUDGET

INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, en conformité de l'article 60 du Règlement, je vous demanderais d'inscrire à l'ordre du jour de lundi la présentation du budget en soirée.

● (1222)

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Yvon Pinard (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: 160, 829, 1092, 1116, 1319, 1320 et 1425.

[Texte]

«JOIGNEZ-VOUS À LA GARDE CÔTIÈRE»

Question n° 160—**M. Marshall:**

1. Des journaux canadiens ont-ils publié l'annonce: «Engagez-vous dans les garde-côtes» et, dans l'affirmative, lesquels?

2. Des résidents de la province de Terre-Neuve ont-ils demandé à en faire partie?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): 1. La campagne officielle de 1978 pour le recrutement d'élèves-officiers de la Garde côtière canadienne a débuté le 3 octobre 1977 et s'est terminée le 31 janvier 1978. Des annonces ont été publiées dans les magazines suivants "Canada & the World," Châtelaine, Today's Generation, Campus. Toutes les publications susmentionnées sont destinées à une distribution générale ou à la vente dans tout le Canada et ont été envoyées à des lecteurs inscrits au cours secondaire. En outre, à compter de novembre 1977, des annonces ont été publiées dans les journaux canadiens apparaissant sur la liste ci-après: Grandby, La Voie de l'Est; Chicoutimi, Le Quotidien; Edmunston, Le Madawaska; Les Échos Abitibiens; Thetford Mines, Le Progrès de Thetford; Sept-Îles, L'Avenir et Sept-Îles, Le Journal; Rouyn-Noranda, La Frontière; Rivière-du-Loup, Le Saint-Laurent; Rimouski, Le Rimouskois; Matane, La Voie Gaspésienne; Lévis, La Tribune de Lévis-Métro; Cowansville, Le Yamaska; Gagnonville/Shefferville, Le Nordic; Cap-De-La-Madeleine, Hebdo-du-Cap; Victoria, Colonist-Times; Vancouver, Province & Sun; Calgary Albertan; Calgary Herald; Edmonton Journal; Saskatoon Star Phoenix; Regina Leader-Post; Winnipeg Free Press; Montreal Star; Moncton Times Transcript; Moncton L'Évangéline; Toronto Star; Toronto Globe and Mail; Montréal, Le Devoir; Montréal, La Presse; Québec, Le Soleil; St. John's Telegram; St. John's Daily News; Halifax Chronicle-Herald & Mail Star; Saint John Telegram-Journal & Evening Times; Charlottetown Guardian-Patriot; The Montreal Star; The Guardian-Patriot, Vancouver; Canadian Magazine; Weekend Magazine/Perspectives.

2. Oui. Au total, 37 demandes ont été reçues de résidents de Terre-Neuve, 27 de ces derniers étant admissibles à l'examen

[M. l'Orateur.]

de la Fonction publique en vue de leur entrée au collège de la Garde côtière.

LES PÉAGES DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

Question n° 829—**M. Mazankowski:**

1. Le gouvernement a-t-il effectué des études sur les conséquences que les augmentations proposées du péage sur la voie maritime du Saint-Laurent auront a) sur les recettes du gouvernement provenant du péage sur la voie maritime, b) sur le nombre de navires utilisant la voie maritime, c) sur le niveau des droits de pilotage perçus sur la voie maritime, d) sur l'économie de la région de St. Catherine-Niagara par suite d'une diminution des navires empruntant le canal Welland, e) sur la compétitivité de la voie maritime avec les autres moyens de transport, f) sur l'emploi au Canada par suite d'une diminution des activités de transport maritime, g) sur le revenu des producteurs de céréales et (i) dans l'affirmative, quels en ont été les résultats (ii) sinon, pour quel motif?

2. Le gouvernement envisagera-t-il la possibilité d'organiser des audiences publiques au sujet des augmentations proposées du péage comme l'a fait la Seaway Authority des États-Unis?

3. En décidant d'augmenter le péage sur la voie maritime du Saint-Laurent, le gouvernement a-t-il tenu compte du fait que tous les premiers ministres provinciaux, la Chambre de commerce du Canada, le Congrès du travail du Canada et la Fédération canadienne de l'agriculture s'opposent à ces augmentations et, dans l'affirmative, pourquoi le gouvernement ne tient-il pas compte de cette opposition?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent répond comme suit: 1. a) En 1978, la rentabilité des investissements du gouvernement fédéral se chiffrait à 6.25 millions de dollars. En 1977, le Parlement a voté des crédits de 36.5 millions de dollars afin de couvrir l'intérêt des dettes et le déficit d'exploitation du canal Welland. La différence nette se chiffrait donc à 42.75 millions de dollars. b) On ne prévoit aucun changement du nombre de navires. c) Les droits de pilotage ne devraient pas être touchés. d) Comme on ne prévoit aucune diminution du trafic maritime, l'économie de la région de Sainte-Catherine-Niagara Falls ne devrait pas être touchée. e) La supériorité avantages/coûts de la voie maritime par rapport aux autres modes de transport est telle que les péages accrus n'influeraient aucunement sur la nature concurrentielle de la voie maritime. f) Comme aucune diminution de trafic maritime n'est prévue, l'emploi au Canada ne devrait pas être touché. g) L'augmentation proposée des péages, de l'ordre de 2.2c. le boisseau de blé (65c. la tonne) ou de 0.8c. le boisseau (25c. la tonne), représente la mesure dans laquelle les revenus des producteurs seraient touchés. (i) Les gouvernements canadien et américain ont effectué des études détaillées des conséquences du projet d'augmentation des péages sur l'économie du pays et ont conclu que les conséquences seraient minimales. (ii) Sans objet. Comme il est indiqué en (i), des études ont été effectuées.

2. Bien qu'il en ait considéré la possibilité, le gouvernement n'a pas tenu d'audiences publiques parce que les parties intéressées ont fait connaître leur opinion lors des nombreuses réunions qui ont eu lieu avec le ministre et les agents du ministère des Transports et de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent ainsi qu'avec des agents d'autres ministères fédéraux. Nombre de résumés ont été présentés afin de souligner les préoccupations des usagers de la voie maritime et un certain nombre de modifications ont donc du être apportées à la proposition originale.

3. Certaines provinces se sont déclarées en faveur des augmentations des péages. Le gouvernement reconnaît que toute augmentation des péages peut faire l'objet d'une opposition des